



Déclaration liminaire CSAD lundi 30 mars 2026

Une fois de plus, la rentrée scolaire 2026 s'annonce sous tension dans notre département. Dans un contexte budgétaire contraint, le Territoire de Belfort se voit retirer 7 postes au titre de la baisse démographique. Pour l'UNSA Éducation, cette lecture strictement quantitative ne correspond pas à la réalité du terrain. Les enjeux sociétaux concernant notre jeunesse semblent ignorés. Les personnels qui font tourner notre École, avec des exigences toujours plus élevées au regard de la complexification de la société, vont préparer la rentrée avec des moyens bien en-deçà des besoins. Nous ne pouvons plus penser la carte scolaire la calculatrice à la main car la réalité du terrain est beaucoup plus complexe que les chiffres.

Dans l'ensemble de notre département, le nombre de familles en situation sociale difficile ne cesse de croître, que ce soit dans les quartiers d'éducation prioritaire, de politique de la ville, mais aussi partout ailleurs. Les équipes sont confrontées à une hétérogénéité croissante du public accueilli et à une augmentation des besoins d'accompagnement d'élèves à besoins particuliers.

Notre département, de petite taille, présente des équilibres fragiles. La ruralité, les petites structures scolaires ou au contraire les grands groupes scolaires, et certains secteurs plus isolés nécessitent une approche fine et territorialisée. Chaque fermeture de classe a des conséquences parfois importantes. Dans les écoles de taille modeste, toute variation d'effectif a un impact direct sur l'organisation pédagogique. Dans l'ensemble des écoles, une suppression de poste signifie souvent des organisations pédagogiques dégradées avec des niveaux multiples plus fréquents, des classes plus chargées, y compris en cycle 2.

Les premiers impactés par ces fermetures sont naturellement les élèves, puisque les enseignants disposeront de moins de temps pour différencier et pour accompagner les élèves qui en ont le plus besoin. Supprimer des postes dans ce contexte revient à fragiliser des équilibres déjà précaires. Supprimer des postes va encore ajouter de la tension sur des équipes engagées mais sous forte pression, liée notamment au manque de remplaçant, aux inclusions sans moyens suffisants, ou à des injonctions institutionnelles multiples.

Les équipes sont de plus en plus confrontées à des situations de remise en cause, d'incompréhension, voire de conflits, dans un contexte où elles manquent de temps et de moyens pour instaurer un dialogue apaisé. Dans ce contexte, nous constatons une augmentation significative des signalements sur le registre de santé et sécurité au travail. Ils traduisent une dégradation du climat de travail et témoignent d'un mal-être croissant chez les personnels. Et ces situations ne concernent pas uniquement les collègues directement touchés : elles ont également des répercussions sur les équipes, qui en subissent les effets indirects au quotidien. L'ensemble de ces éléments contribue à installer un sentiment de fatigue professionnelle et de perte de sens, que nous ne pouvons plus ignorer.

Pour l'UNSA Éducation, la carte scolaire 2026 est une occasion manquée. Dans un département comme le nôtre, la baisse démographique aurait pu être une opportunité pour réduire les effectifs par classe et mieux accompagner les élèves, mais aussi pour accompagner et stabiliser les équipes. Au lieu de cela, elle conduit à une logique de retrait de moyens, qui accentue les difficultés existantes.

L'École ne peut pas être pilotée uniquement à partir d'indicateurs globaux. Les personnels doivent continuer de faire tenir le système, malgré des conditions de plus en plus difficiles. L'École est en souffrance. Et sans les moyens en face, le système va continuer de se fragiliser.